

QUI NOUS SOMMES

Nous sommes des femmes et des hommes, des militants et des intellectuels, des activistes, des artistes et des chercheurs venant de différents milieux sociaux et culturels et de diverses nations de toute la Méditerranée, convaincus que la Méditerranée est notre destin commun. En septembre 2014 nous avons créé ensemble le SABIRMAYDAN, un processus horizontal, et conçu à travers une série de forums au cours des trois dernières éditions du SABIRFEST, et au sein du Forum Social Mondial 2015 - qui se sont concentrés sur le concept de citoyenneté transnationale en Méditerranée. SABIRMAYDAN vise à promouvoir un réseau d'organismes de la société civile et de porteurs d'intérêts qui envisagent une nouvelle intégration méditerranéenne à travers des initiatives et des outils citoyens. Nous avons décidé de nous engager à la rédaction d'une déclaration constitutive capable de décrire la Méditerranée que nous voulons dans un futur proche: le «Manifeste pour la citoyenneté méditerranéenne».

VERS LE MANIFESTE

Dans nos intentions, le Manifeste est un document qui exprime les principes et valeurs qui définissent un nouveau concept de citoyenneté et d'appartenance à la région. Il a pour ambition d'être une matrice qui inspire des actions visant à faciliter le dialogue et le débat dans le bassin méditerranéen, afin de construire un espace dans lequel les principales caractéristiques sont l'intégration, la justice sociale, la justice environnementale, la démocratie participative, la solidarité sociale et économique, la paix et la compréhension mutuelle.

Le pré-Manifeste sera discuté dans le cadre de la communauté SABIRMAYDAN et ensuite présenté au public du SABIRFEST 2017. . Après l'événement, une consultation publique régionale sera lancée, dans le but de produire un document de plaidoyer politique plus élaboré, que nous appellerons alors le «Manifeste pour la citoyenneté méditerranéenne».

Le comité de rédaction est composé de : Fatima AL-IDRISSI, Said BAKKALY, Debora DEL PI-STOIA, Mohamed LEGHTAS, Lidia LO SCHIAVO, Gianluca SOLERA, Igor STIKS, Nagwan AL-A-SHWAL, Kais ZRIBA.

OÙ NOUS SOMMES

Au cours de la dernière décennie, les pays et territoires méditerranéens ont été au centre de multiples luttes sociales. Néanmoins, les demandes de ceux qui ont manifesté en nombre contre les vieux régimes de la région, ainsi que contre les systèmes socioéconomiques injustes et les mesures d'austérité, ont souvent été trahies, et le manque d'opportunités et de perspectives sur les deux rives a fait augmenter l'écart entre les institutions et les jeunes générations, qui n'ont maintenant plus confiance dans le système politique et qui se sentent dépossédés de leur propre avenir.

La crise a également exacerbé le processus de stigmatisation des migrants, dont le flux a augmenté à la fois en raison des guerres civiles en Libye et en Syrie, qu'à cause de la détérioration des conditions de plusieurs états africains. D'autre part, de nombreux groupes sociaux et politi-

ques, ainsi que des individus, se réorganisent en entités identitaires, inspirées du nationalisme, de l'autoritarisme et de l'homogénéité religieuse et culturelle; ou alors ils cherchent leur propre rédemption personnelle et sociale par la lutte armée. Cette situation met en péril la coopération, le concept même de citoyenneté et l'idée d'appartenance culturelle et géographique à la région.

En tant que femmes et hommes de la Méditerranée, attachés aux droits de l'homme et à la justice sociale, soucieux du patrimoine culturel et environnemental de la région, et engagés pour un avenir commun en Méditerranée:

A. Nous avons tiré des leçons positives et négatives des révoltes et des protestations sociales qui ont tout d'abord visé les politiques d'austérité, la marchandisation des biens publics et la dégradation des droits sociaux dans de nombreux pays européens, et qui se sont ensuite étendues à la majorité des pays de la rive Sud de la Méditerranée, puis soudainement diffusées dans toute la région - et nous avons regardé avec sympathie les nouveaux groupes politiques, dont les plates-formes de revendications étaient basées sur les mouvements anti-austérité de 2008 et sur les revendications des mouvements révolutionnaires de 2011;

B. Nous nous sommes inspirés du Manifeste de Ventotene de 1941, écrit par un groupe de militants et intellectuels antifascistes dont le but était une Europe libre et unie ; ce manifeste a représenté la source d'inspiration des peuples du continent européen en lutte contre le fascisme et le nazisme pour l'élaboration d'un projet d'intégration européenne;

C. Nous prêtons attention à la Charte de Porto Alegre, le texte fondateur du Forum Social Mondial, qui a stimulé l'émergence de mouvements sociaux importants et des sociétés civiles dans la région, et qui constitue le fer de lance du mouvement altermondialiste, mobilisé contre l'exploitation économique et toute forme de colonialisme.

CE EN QUOI NOUS CROYONS

Avec ce document, nous voulons provoquer un débat sur l'avenir de la Méditerranée à confier aux citoyens eux-mêmes, à partir de ces réflexions:

1. LE CARREFOUR DE L'HUMANITÉ La Méditerranée a donné vie aux langues, religions, systèmes philosophiques et disciplines scientifiques qui ont nourri les civilisations qui ont émergé dans la région à travers l'histoire. Elle a représenté un espace privilégié où les cultures des peuples du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et d'Europe du Sud pouvaient se rencontrer, se mélanger et fusionner. Ce fut en effet le berceau des premières sociétés urbaines nées en Orient, des civilisations gréco-romaine, judéo-chrétienne et musulmane, de périodes éclairées comme la Renaissance, et le lieu où naquirent des villes cosmopolites telles qu'Alexandrie ou Tanger, Constantinople / Istanbul, Thessalonique ou Dubrovnik. La Méditerranée est un carrefour où depuis des millénaires tout s'est condensé, en l'enrichissant : hommes, animaux, biens, bateaux, idées, religions, arts de vivre et même des plantes. La Méditerranée a trouvé sa spécificité dans l'équilibre, ni trop chaude ni trop froide, dans le mélange et le remélange, dans la transformation de pôles opposés en points de jonction, dans l'art d'engendrer de la beauté à partir de la combinaison des différentes formes d'habitat, de socialisation et de création, et dans la résilience aux catastrophes qui l'entourent. Les narrations dominantes qui se basent sur les concepts de l'inconciliabilité et de l'incompatibilité entre nations et cultures pourraient facilement être remises en question si le

monde scolaire s'engageait à faire connaître le vrai visage de la Méditerranée comme carrefour de rencontres et non d'affrontements, si le monde de la culture s'activait pour l'explorer, et si les institutions politiques décidaient de le soutenir et de le protéger.

2. ESPACE D'ÉCHANGE La Méditerranée est aussi l'interface par excellence des échanges économiques et financiers entre les nations de trois continents, l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Dans cet espace, les empires, les royaumes et les républiques ont construit des réseaux commerciaux transnationaux extraordinairement dynamiques, contribuant ainsi à la circulation des biens et des idées. Ces échanges ont permis le transit de ressources matérielles et immatérielles entre les différentes rives de la Méditerranée, et ont énormément contribué au développement économique, social et culturel non seulement des populations côtières et de leurs voisins continentaux, mais aussi du reste de l'humanité. Ce cadre complexe de relations a conduit, y compris en temps de guerre, à des progrès significatifs en astronomie, médecine, ou dans les mathématiques, il a encouragé la traduction et l'enrichissement linguistique mutuel, et a également favorisé de nouvelles découvertes dans les pratiques agricoles et dans les régimes alimentaires, dans les textiles ainsi que dans l'exploitation des métaux précieux. Ceci est la Méditerranée à laquelle nous faisons référence aujourd'hui, car elle n'a certainement pas encore épuisé son potentiel de changement. En particulier, les villes peuvent être considérées comme les pivots de cet ensemble d'échanges et de flux, contextes multiculturels et multilinguistiques dans lesquels la liberté d'expression et la créativité - où elles sont protégées - nous offrent l'opportunité de libérer notre pensée, en dépassant les frontières faites de stéréotypes et de visions dogmatiques, ou celles tracées par des intérêts partisans. Revendiquer nos espaces citoyens et en défendre la fonction de nœuds de communication et d'échange revêtent une importance particulière. En effet, les villes de la Méditerranée peuvent offrir une précieuse opportunité de mettre en pratique le modèle de citoyenneté auquel nous aspirons. D'une part, elles permettent des formes d'implication et de coopération fondées sur la résidence (et non sur les origines ethniques, l'identité religieuse ou la citoyenneté d'un état). D'autre part, elles peuvent façonner des réseaux associatifs entre eux et ainsi montrer un modèle différent de la citoyenneté - basé sur les formes de participation directe et d'implication dans les champs culturels, sociaux et politiques, sur les pratiques de démocratie locale et sur la solidarité entre les villes. Ce faisant, elles peuvent donner lieu à des processus de " re-démocratisation " des institutions et des communautés et en même temps élargir notre sentiment d'appartenance et notre perception des identités. En temps de crise économique et de choc culturel, le commerce et l'échange de connaissances et de marchandises, les partenariats urbains, ainsi que les créations artistiques et la recherche scientifique sont de plus en plus nécessaires pour promouvoir une culture de la paix, une existence digne, le respect mutuel et la justice sociale.

3. LA MOBILITÉ COMME CARACTÉRISTIQUE CONSTITUTIVE Tout au long de l'histoire, la région méditerranéenne a représenté une des zones avec les plus intenses flux migratoires au monde. La mobilité humaine est un élément constitutif des civilisations méditerranéennes. Néanmoins, les récentes politiques de fermeture des frontières, combinées à l'absence de réelles alternatives à la migration, ont rendu très dangereuse la mobilité des personnes qui aspirent à se déplacer dans la région. Les barrières légales et matérielles construites entre les deux rives ont non seulement violé le droit fondamental à la mobilité, mais ont également encouragé une économie illégale prospère et inhumaine des traversées, développée au cours des vingt dernières années, devenant une source de formes d'esclavage et d'exploitation modernes. Des pays tels que le Maroc, la Libye et la Turquie, situés aux périphéries Sud et Est de la Méditerranée, sont devenus des points de transit, et l'Union européenne leur a affecté des fonctions de contrôle des flux.

Les migrants dans ces lieux sont considérés comme des criminels ou des concurrents potentiels dans l'accès aux ressources. D'un autre côté, les réfugiés syriens sont devenus le groupe national le plus vulnérable de la Méditerranée. Cependant, la mobilité humaine doit toujours rester un droit humain fondamental, qui ne peut être ni comprimé ni miné par aucune autorité. Les restrictions actuelles sur la mobilité humaine sont le résultat de profondes inégalités de développement entre les rives Nord et Sud à tous les niveaux, y compris le progrès économique, les opportunités pour les jeunes, la protection des droits de l'homme et la démocratie. Nous pensons que les pays européens devraient arrêter l'externalisation des contrôles aux frontières vers les pays du sud de la Méditerranée ou les pays subsahariens, et que les politiques de développement local devraient s'étendre bien au-delà des zones côtières méridionales, atteignant les régions et les pays où l'émigration a son origine. Protéger la mobilité humaine, c'est aussi rétablir la paix et la justice dans les zones de conflit proches d'où les gens fuient.

4. DÉPASSER LES INÉGALITÉS ET PROMOUVOIR LA REDISTRIBUTION Les inégalités dans la région méditerranéenne menacent le développement social, appauvrissent la classe moyenne et ralentissent le processus de réduction de la pauvreté. Elles conduisent à un accès inégal à la santé et à l'éducation, et par conséquent à la transmission intergénérationnelle des inégalités dans les opportunités économiques et sociales, créant des poches de pauvreté et de dispersion du potentiel humain. Ce sont les inégalités dans l'accès aux droits et au développement qui sont la véritable source des tensions sociales et des révoltes politiques dans la région, et non les différentes identités culturelles et nationales. Dans de nombreux pays européens, dans les économies de transition des Balkans, dans les économies avancées d'Israël et de la Turquie, ou dans les pays émergents d'Afrique du Nord, les réponses publiques aux inégalités sociales se sont limitées à des recettes qui ont prévu des ajustements néo-libéraux et des réformes en faveur d'un régime du travail extrêmement flexible, amenant de larges secteurs de la société à la précarité et à l'exclusion, en particulier chez les jeunes. Nous devons nous orienter vers l'économie coopérative et le développement solidaire, vers des solutions régionales qui soutiennent une redistribution substantielle tant dans les zones où les conflits ont lourdement affecté la qualité de vie des populations, que dans les régions ruinées par la concurrence mondialisée. Nous voulons des sociétés méditerranéennes qui protègent le droit à un niveau de vie et de sécurité sociale adéquat, où les services publics de base sont gratuits, les compétences professionnelles récompensées et où la situation socioéconomique de chaque individu peut s'améliorer indépendamment de ses origines.

5. LE DROIT À LA DEMOCRATIE ET À L'AUTO-DETERMINATION La démocratie ne consiste pas exclusivement à disposer de systèmes électoraux fonctionnels et de multipartisme, ni en un simple équilibre entre le pouvoir législatif, exécutif et judiciaire. La démocratie consiste aussi en l'accès de tous les citoyens aux droits fondamentaux, c'est le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit, les individus déterminent collectivement leur régime politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel. Toutes les nations méditerranéennes ont droit à une rédemption démocratique, à l'émancipation des autoritarismes et à l'autodétermination nationale (pas au détriment d'autres groupes); leurs citoyens ont le droit de participer pleinement à l'élaboration de leur propre destin, sans interférence venant de l'extérieur. Ils doivent pouvoir prendre des décisions de manière participative, en utilisant tous les moyens possibles : des processus électoraux formels aux actions collectives, des assemblées institutionnelles à l'expression culturelle libre, de la démocratie locale aux entreprises et services gérés démocratiquement, des nouvelles technologies comme internet aux radios communautaires. Ces dernières se sont révélées être des instruments efficaces pour promouvoir la démocratie par le bas, en particulier

dans les pays en transition, et capables d'offrir une source d'information alternative aux chaînes officielles, reflétant la diversité ethnique et linguistique. Une société consciente et responsable, ouverte au monde et capable de critique, est le seul rempart en Méditerranée contre les gouvernements répressifs, les institutions corrompues et les médias partiels qui alimentent les flammes de la discorde en y participant, renforçant les préjugés et déformant les faits.

6. REJETER TOUS LES FORMES D'EXTREMISME ET RECHERCHER LE RENOUVELLEMENT ÉTHIQUE La Méditerranée est malheureusement devenue synonyme de fanatisme basé sur la foi, et la religion – source d'inspiration dans tous les domaines de la culture et de la société - est maintenant décrite comme un outil pour mobiliser les croyants et embrasser la violence. Les croyants qui sont profondément attachés aux dogmes fondamentaux de leur foi, ou les fidèles à leurs pratiques, ne sont pas forcément violents, ni ne justifient nécessairement la violence au nom de Dieu. Nous pouvons être radicaux dans l'exercice de la foi sans extrémisme ni violence. Bien sûr, nous devons condamner le terrorisme d'origine religieuse, dont les premières victimes sont la compréhension entre les peuples et le dialogue entre les cultures. Mais ce n'est pas suffisant. Nous devons œuvrer contre toutes les formes de fondamentalisme qui mènent à l'extrémisme et qui, par exemple, alimentent la propagande de la lutte armée de matrice Islamiste ou, dans des contextes juifs et chrétiens, justifient les formes de discrimination et d'oppression contre «l'Autre» au nom de la différence religieuse. Le fondamentalisme du marché, de la croissance et de l'expansion illimitée, basé sur une logique strictement économique, est à cet égard tout aussi dangereux. Cela vaut également pour le nationalisme basé sur la haine, qui justifie la violence et la répression des libertés au nom de l'Etat ou de la Nation. C'est uniquement en mettant en lumière la répression masquée dans la glaciale concurrence du marché, dans la religion maudite du consumérisme ou dans le mythe de l'identité nationale, que le dialogue peut revenir à être équitable, et contribuer ainsi à empêcher qu'une culture doive choisir entre renoncer à sa propre dignité et diaboliser l'Autre. Par ailleurs, l'éthique tirée par les enseignements juifs, chrétiens et musulmans, inspirés par le père commun Abraham, qui offrent l'humanité, l'hospitalité, la solidarité et la sagesse aux peuples, doit être connue et mise en valeur par tous, comme un bien à partager entre les croyants de fois différentes et parmi les non-croyants, et à défendre contre l'ostracisme, la manipulation et le relativisme.

7. DÉFENDRE LES DROITS DE L'HOMME À TRAVERS LES YEUX DES FEMMES La répression des droits de l'homme en Méditerranée se déroule via des modalités toujours plus graves et sophistiquées et, en ce sens, elle est paradigmatique d'un sérieux processus de réduction des espaces de liberté et d'autonomie de la société civile. Cette tendance inquiétante se retrouve à la fois en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en particulier après la phase contre-révolutionnaire post-2011 qui s'est ouverte dans la région avec la crise des printemps arabes, comme dans les démocraties européennes «matures», à la suite de l'explosion des manifestations anti-austérité et antisystème. Les politiques de lutte contre le terrorisme peuvent être considérés parmi les principales sources d'agression contre l'activisme social et politique, contre la liberté d'opinion, la vie privée et la manifestation pacifique du désaccord, donnant ainsi forme à une séquence ininterrompue de répression de la société civile qui se prolonge au-delà des frontières de la région. A l'origine de ces développements se trouve un système de pouvoir capitaliste-patriarcal qui prive les femmes et les individus les plus fragiles de leurs droits et de leur dignité. La discrimination fondée sur le sexe est en fait la plus ancienne forme d'inégalité dans l'histoire des sociétés humaines, inégalité que même les démocraties d'aujourd'hui n'ont pas complètement réussi à endiguer. Nous devons donc repenser la Méditerranée comme un espace dans lequel les droits fondamentaux des personnes sont respectés grâce à l'acquisition d'une lecture postcoloniale

et genrée des droits de l'homme, qui va au-delà du simple statut juridique s'appliquant aux personnes, et dans lequel les citoyens ont des outils pour contrer la restriction de l'espace civique. La présence de mouvements transméditerranéens autonomes constitue une base indispensable pour pouvoir exprimer les intérêts collectifs et articuler la participation du peuple dans le débat public et la prise de décision. Nous devons aussi affranchir la Méditerranée du poids de la violence structurelle contre les femmes et les personnes vulnérables, y compris les minorités sexuelles, tant en termes d'actes concrets que dans les discours, et ainsi reconnaître non seulement les différences de genre et la pluralité des rôles et des formes de subjectivation féminine, en dépassant les stéréotypes nourris dans certains cas par le féminisme occidental, mais aussi en démolissant les barrières physiques et psychologiques qui séparent encore les femmes en Méditerranée. L'éducation et la formation, qui ont un rôle clé dans l'approfondissement de l'histoire des peuples méditerranéens comme dans la promotion de la conscience d'un destin commun, sont aussi cruciales pour la reconnaissance de la centralité du rôle des femmes dans la société en tant que sujets capables de prendre soin des droits fondamentaux et de ce processus d'apprentissage lui-même.

8. L'ECO-REGION MEDITERRANEENNE APPARTIENT A NOTRE AVENIR COMMUN La Méditerranée est une région écologique unique, dont les spécificités climatiques et écologiques ne se retrouvent que sur 2% de la surface de la terre. Son climat tempéré, qui a apprivoisé la chaleur africaine et le froid atlantique depuis des millénaires, donnant lieu à une biodiversité extraordinaire qui comprend 20% des espèces animales et végétales et 52% des plantes endémiques présentes sur Terre, est désormais menacé. La même considération peut être faite pour le bassin marin, qui représente moins de 1% de la surface marine mondiale, mais qui abrite jusqu'à 15% de la biodiversité marine. Il est prévu que le réchauffement de la planète frappe durement cette région, ainsi que la pêche intensive, les incendies de forêt et l'urbanisation, qui appauvrissent radicalement la beauté de nos paysages et la richesse de notre patrimoine biologique. La mer, cœur de la vie biologique et humaine de la Méditerranée, qui constitue une ressource économique extraordinaire, et qui représente condition et objectif au même temps pour la préservation de la culture méditerranéenne, est en train de devenir un site de stockage et d'enfouissement de corps humains, de déchets, de micro-plastiques et d'épaves. Préserver l'écorégion méditerranéenne ne consiste pas simplement à prévenir de l'extinction les espèces, ni à défendre une alimentation saine si renommée, ni à préserver de la destruction des paysages créés par l'homme et la nature au cours des siècles. Il s'agit aussi de lutter contre un processus avancé de marchandisation des biens appartenant à l'humanité, à la planète et aux générations futures : l'eau, le sol, les graines et les espèces, l'air. Il ne peut y avoir de diversité culturelle sans diversité biologique, et aucune ne peut être préservée si nous nous inclinons devant l'esclavage des profits. Le changement climatique, d'une part, et l'urbanisation massive, l'hyper-exploitation du patrimoine marin et les incendies, d'autre part, sont les deux faces d'une même pièce. Nous voulons fondamentalement transformer les caractéristiques et les valeurs de notre modèle de développement, en investissant dans la protection et la préservation de l'éco-région méditerranéenne, dans la réduction de la consommation de matières premières et de l'énergie, dans la promotion des chaînes d'approvisionnement alimentaire régionales et dans le dépassement de la culture du consumérisme.

9. DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL STRUCTUREL ET COHÉSION SOCIO-ÉCONOMIQUE Les pays méditerranéens sont liés par des accords de coopération multilatéraux et bilatéraux. Plusieurs formes de partenariat ont été établies entre ces pays dans le cadre de la politique européenne de voisinage, notamment des accords de libre-échange ou une coopération bilatérale décentralisée. Cependant, ces initiatives ne sont pas très équitables et sont souvent caractérisées par l'explo-

tation et la domination. En particulier, les citoyens pauvres, marginalisés ou qui souffrent déjà de discrimination dans les pays du Sud ne bénéficient pas directement ou suffisamment des projets développés dans le cadre de ces partenariats. Les programmes d'investissement européens sont plus motivés par des objectifs de sécurité que par une vision du développement économique, social et culturel de toute la Méditerranée. La préoccupation actuelle des pays du Nord est essentiellement de mettre fin au phénomène migratoire croissant, mais certainement pas d'en aborder ses causes: les conflits armés dans de nombreux pays du Moyen-Orient, l'impact négatif du changement climatique sur les pays du Sahel, les graves violations des droits de l'homme perpétrés par des régimes antidémocratiques ou simplement la pauvreté et la famine qui menacent de nombreux peuples du Sud. Pour trouver des solutions aux crises qui secouent la Méditerranée, il faut repenser les stratégies et les partenariats entre ses pays. Nous avons besoin de fonds structurels pour le développement régional et d'objectifs d'égalité sociale et économique, dans lesquels les investissements économiques visent à promouvoir la justice sociale, l'accès équitable aux services et aux opportunités et une culture d'entreprise indépendante. Nous devrions encourager le commerce équitable, l'économie sociale et solidaire, les productions locales de qualité et l'autosuffisance communautaire afin de stimuler le potentiel social et économique des territoires et garantir les droits économiques, sociaux et culturels pour tous. Deux secteurs méritent une attention particulière: l'agriculture durable et de qualité – apprenant des pratiques traditionnelles et préservant la biodiversité rurale – serait capable de garantir une alimentation saine et quantitativement significative pour la région, d'offrir des opportunités économiques aux communautés rurales les plus éloignées et d'atténuer l'impact du changement climatique; en outre, la transformation radicale du modèle énergétique, en passant des énergies fossiles aux énergies renouvelables, pourrait avoir un impact positif sur les droits sociaux et économiques des personnes socialement vulnérables et appauvries, et ouvrir la porte aux investissements à haute intensité de main-d'œuvre ainsi qu'à un échange technologique équitable entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

10. QUESTIONNER LES DOUBLES POLITIQUES EUROPÉENNES L'Europe a montré à ses voisins sa capacité flagrante à utiliser un langage et des actions qui servent majoritairement ses propres intérêts. Les institutions européennes ne sont pas nécessairement les premières à blâmer; ce sont souvent les gouvernements nationaux qui, comme Penelope, défont la nuit le tissu qu'ils ont brodé le jour. L'Europe prêche la démocratie et l'autodétermination nationale, mais a abandonné le peuple syrien aux mains de leur dictateur et de puissances étrangères. Elle a loué les jeunes arabes qui se sont élevés contre le despotisme, mais en même temps a signé des contrats lucratifs de commerce ou d'exploitation énergétique avec les régimes qui les ont trahis. Elle a prétendu défendre la cohésion sociale et la solidarité avec les pays pauvres, en repoussant ensuite à ses frontières les personnes fuyant la pauvreté et l'oppression. De plus, elle remet en question les avantages des recettes néo-libérales d'austérité à l'intérieur de ses frontières, mais elle soutient la mise en œuvre des mesures d'ajustement structurel qui frappent les personnes les plus vulnérables dans les pays voisins. Ces politiques contradictoires anéantissent la confiance des citoyens dans la construction d'un espace commun de coopération basé sur l'intérêt commun, la proximité humaine et la responsabilité démocratique. Nous défendons le principe selon lequel toutes les nations et tous les citoyens ont le droit d'avoir des droits. Les droits ne peuvent pas être le privilège de certaines nations au détriment de leur propre voisins. L'actuelle géographie fragmentée des régimes de citoyenneté en Méditerranée, avec des statuts et obligations différents, et des droits, devoirs et responsabilité chancelants, ne peut être surmontée qu'en établissant un cadre de citoyenneté transnational, inspiré par l'esprit méditerranéen de la diversité, des échanges et de l'hospitalité, où ni l'eurocentrisme, ni l'autoritarisme ne peuvent produire

des discriminations individuelles ou sociales fondées sur la nationalité, la religion, le sexe ou la classe sociale.

11. IDENTITÉ COMMUNE ET VISION TRANS-MÉDITERRANÉENNE DE LA CITOYENNETÉ L'espace méditerranéen est notre source «d'identité collective», qui résulte des multiples échanges au cours de l'histoire, de la contamination culturelle, des modes de vie partagés et des dominations régionales qui se sont alternées au fil du temps. Mais cela ne nous suffit pas. Nos droits et nos revendications sociales ne sont pas pleinement réalisés dans ce monde troublé, et les peuples de la Méditerranée connaissent des différences substantielles dans l'accès aux droits civils, politiques, économiques et culturels. Nous voulons aller au-delà de la définition de la citoyenneté comme étant exclusivement garantie par les États-nations. Nous visons une citoyenneté active, non conventionnelle et partagée dans l'espace méditerranéen transnational, basée sur les nobles valeurs humaines héritées des traditions orientales et occidentales, dans le but de créer une société où prévalent les principes de justice sociale, de libre circulation des hommes, de justice climatique, d'économie solidaire et de démocratie participative. Une notion de citoyenneté qui permet de recréer un espace commun à imaginer, organiser, pratiquer et vivre ensemble. Notre identité commune n'est pas tribale, encore moins exclusive, ni prisonnière des mythes; elle est ouverte aux autres et aux réalités de nos voisins du pourtour méditerranéen. C'est une «identité factuelle», une identité dans l'action, le travail et le vivre ensemble, pour redessiner le concept de citoyenneté inscrit dans nos systèmes juridiques nationaux régissant les droits et devoirs.

12. POUR UN PROCESSUS CONSTITUTIF DU PARTENARIAT MÉDITERRANÉEN Notre destin commun ne consiste pas seulement dans le maillage des échanges et des relations, mais aussi dans la construction d'un espace intégré où les conflits sont résolus par le dialogue, et où de nouvelles opportunités sont conjointement générées. Le partenariat euro-méditerranéen a été étouffé par l'égoïsme national, des pouvoirs autoritaires et le désengagement européen dans la région. Le partenariat doit être réinventé sur de nouvelles bases: tout d'abord être méditerranéen, et donc pas eurocentré, et se fonder sur la même culture des droits, du renouveau démocratique et de la justice pour lesquels tant de nations arabes et voisines luttent, en particulier depuis 2011. Nous avons besoin d'un grand processus constitutionnel. Seuls les citoyens peuvent cependant inspirer et donner force vitale à ce processus dans le contexte actuel, où les autorités nationales défendent toujours plus leurs propres intérêts. Historiquement, les citoyens méditerranéens incarnent des identités multiples et, ces dernières années, une nouvelle génération de personnes a grandi le long de ses rives se considérant réellement et intrinsèquement partie de la région. Encourager et lancer un processus constitutionnel venant du bas pourrait être d'abord un exercice volontaire et non contraignant. Et cela ne remettrait pas en cause l'intégration européenne, dont nous admirons la signification historique, et dont nous évaluons avec critique sa structure actuelle et pensons nécessitant de profondes réformes. Un tel processus apprendrait des succès et des échecs de l'Union européenne, restaurerait la place centrale des nations d'Europe du Sud et donnerait une nouvelle perspective aux nations d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient comme faisant partie d'un espace méditerranéen commun.

Le fédéralisme et les biens communs sont à notre portée

Comment peut-on imaginer la Méditerranée comme un espace politique commun? Comment peut-on concevoir la Méditerranée dans un «partenariat communautaire» renouvelé, en dépit de

la prolifération des inégalités et des conflits, et les blessures du colonialisme et du néocolonialisme? Nous proposons deux pistes d'analyse et d'action.

Tout d'abord, nous devons œuvrer pour un concept renouvelé du fédéralisme comme un moyen social et politique à travers lequel organiser les relations entre les différentes nations. Notre ambition est de rechercher un modèle méditerranéen démocratique forgée d'une tradition du fédéralisme mutuellement bénéfique, associative et pluraliste, en opposition aux manifestations discriminatoires, violentes, possessives, dominantes et racistes de l'État et du capitalisme. Le fédéralisme n'appartient pas seulement à la pensée politique occidentale; divers intellectuels et savants arabes ont imaginé des modèles d'organisation politique qui ressemblent au fédéralisme.

En deuxième lieu, la logique du fédéralisme, à savoir le partage et la création d'un avenir commun ainsi que des espaces de solidarité et de légitimité démocratique, est intimement liée à l'esprit des «biens communs». Imaginer l'espace méditerranéen comme une entité commune, et donc agir ensemble, engendre des interactions transnationales entre les peuples et les nations qui vivent le long de ses côtes. Nous proposons donc de fonder la notion de «citoyenneté» sur un autre critère régulateur: non pas le *ius sanguinis*, ni simplement le *ius soli*, mais quelque chose comme un *ius commune* qui constitue la pierre angulaire d'une nouvelle forme de citoyenneté où toutes les personnes de la région sont appelées à protéger et à vivre la Méditerranée comme un «patrimoine commun», et s'engagent à en faire revivre son cosmopolitisme.

La Méditerranée considérée comme «bien commun» ne peut émerger que comme le résultat d'un processus de construction d'un espace commun basé sur l'action en commun. Cette logique constitutionnellement émancipatrice peut également être étendue à d'autres «Méditerranées», entendues comme mers entre les terres ou à d'autres régions du monde où les peuples et les nations partagent des espaces géographiques, une histoire, une culture. Notre approche n'est pas, il ne sera pas et ne peut pas avoir un caractère d'exclusion, ni ne peut risquer de tomber dans le piège orientaliste. Nous reconnaissons que la simple juxtaposition des mots «Méditerranée» et «citoyenneté» semble donner lieu à une contradiction dans les termes. Cela parce que, comme beaucoup l'ont souligné, cette Méditerranée est une région traversée et divisée par des frontières, des institutions et des constructions culturelles diverses, et en ce sens ne pourrait aspirer à avoir un régime de citoyenneté unique. Cependant, c'est précisément cette contradiction que nous voulons affronter, en l'explorant et en la déconstruisant. Et nous pourrions le faire seulement si nous sommes prêts à changer notre point de vue, notre perspective; si nous ne nous montrons pas à la hauteur de la tâche, nous serons alors submergés par la violence, la haine et l'esprit de guerre qui nous entourent. La citoyenneté que nous voulons pourra prendre forme uniquement à travers un processus de construction partagée, comme citoyenneté rebelle et en devenir, ancrée à la pluralité des valeurs, des pratiques, des connaissances, des traditions que nous partageons en tant que peuples appartenant à une région qui sait comment être homogène et intrinsèquement complexe et plurielle à la fois.

Pour une Méditerranée libre et unie

La Méditerranée est notre septième continent, celui qui a donné naissance à nos cultures, civilisations, paysages et histoires de famille. La Méditerranée est aussi la métaphore et l'espace de notre rêve, le rêve de récompenser le passé avec un avenir commun renouvelé, le rêve d'une

maison commune, une zone intégrée où les trois continents se rencontrent et entrelacent des échanges entre eux; là où nous, les citoyens de la région, pouvons relever les défis sociaux, environnementaux et économiques avec l'esprit de la coopération politique et de l'enrichissement culturel. Notre projet est celui d'une Méditerranée unie, le seul projet raisonnable et alternatif à la militarisation, au «choc des civilisations», à l'injustice sociale et au désastre écologique.

Il y a soixante-cinq ans, lorsque la Seconde Guerre mondiale était encore en cours, un groupe d'intellectuels et militants anti-fascistes interné sur l'île de Ventotene écrivit un manifeste pour une «Europe libre et unie». Ce manifeste lança la vision pour l'intégration européenne exactement au moment où personne n'aurait parié. Aujourd'hui, nous vivons de fait une nouvelle guerre globale, qui dresse des cultures et des religions les unes contre les autres; elle déçoit - au nom de la stabilité, de la croissance et des intérêts nationaux - les aspirations et les luttes de nombreuses personnes pour la liberté et la justice; elle pousse des familles entières à fuir du désespoir; et elle met les êtres humains et la nature en opposition. Le front le plus chaud de cette guerre fabriquée court à travers la Méditerranée. C'est la raison pour laquelle nous avons écrit ce document, qui veut représenter un appel pour une «Méditerranée libre et unie», exactement au moment où personne ne parierait.

Nous visons à forger un destin commun, à partir de nos propres désirs, rêves et aspirations. C'est pourquoi ce pré-Manifeste sera partagé et discuté avec les personnes vivant dans la région, en impliquant le plus de citoyens et de citoyennes parmi ceux qui se soucient du destin de la Méditerranée, de façon participative, et inspirera nos projets communs et nos campagnes politiques. Ce processus de consultation durera un an à compter d'aujourd'hui.

Notre intention est que le Manifeste qui sortira de ce processus constitue un facteur entraînant la promotion de nouvelles initiatives et visions pour une Méditerranée libre et unie. La Méditerranée comme maison commune doit naître de l'initiative des citoyens et des citoyennes de cette région et s'étendre à nos gouvernements et institutions. Nous devons être motivés par l'ambition de définir un nouvel espace pour le développement social, politique et économique, caractérisé par la diversité culturelle de ses peuples. À cet égard, la société civile indépendante doit assumer une responsabilité particulière pour préparer l'avenir, en faisant revivre l'esprit des mouvements sociaux récents qui se sont mobilisés pour revendiquer la liberté et la dignité autour de la Méditerranée, et réunissant à la fois les sensibilités religieuses et les laïques pour affronter les problématiques socio-économiques, politiques et culturelles dans une perspective régionale, au-delà des frontières nationales et des propagandes de régimes.

C'est le meilleur héritage que la région méditerranéenne mérite aujourd'hui. Il est temps que la Méditerranée assume à nouveau son rôle international comme phare qui nous éclaire d'humanisme, d'hospitalité et de progrès.

Messina, Catane et Reggio Calabria, octobre 2017

(traduction de Charlotte Ricco)